

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 22 FEVRIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50f

EDITORIAL

NE VOUS ABSTENEZ PAS !
UTILISEZ LE BULLETIN DE VOTE POUR
CRIER VOTRE INCONTENANCE !

Il faut une période électorale pour que ceux qui gouvernent nous donnent à nous travailleurs le droit de faire de la politique. Et quel droit ! On nous accorde ainsi la possibilité d'élire ceux qui sont destinés à faire les lois et à contrôler le pouvoir. Mais en réalité ces députés ne contrôlent pas grand chose et ne disposent que d'un faible pouvoir.

Par contre sur ce qui intéresse notre vie quotidienne, il n'est pas question de voter. On ne nous interroge pas sur le niveau de salaire que nous souhaitons avoir, ni sur les mesures à prendre pour mettre fin au chômage et aux licenciements. On ne nous demande pas notre avis sur le sacro-saint droit que les capitalistes ont de disposer du sort d'entreprises qui sont vitales pour toute la population.

Les élections ont donc un caractère et une portée limitée. Le bulletin ne permet pas aux travailleurs de changer leur sort. Cela c'est la lutte des travailleurs eux-mêmes qui le permet.

Mais si les élections et le bulletin de vote ne servent pas à changer notre sort, (quels que soient les résultats qui sortent des urnes), les travailleurs doivent les utiliser pour faire un geste utile et efficace. Ils doivent s'en servir pour dire ce qu'ils pensent et ce qu'ils ressentent.

En premier lieu tous les travailleurs doivent se servir du bulletin pour exprimer leur colère envers la droite réactionnaire et anti-populaire qui est responsable de la situation catastrophique de la Guadeloupe et de la Martinique. Et en même temps - du fait de la présence des candidats de Combat Ouvrier ils peuvent aussi exprimer leur méfiance envers les candidats de gauche, envers ce que fera Mitterrand, le leader de cette gauche.

Condamner la droite, représentante des capitalistes, et exprimer sa méfiance envers la gauche trompeuse, cela les travailleurs peuvent le faire en votant pour un troisième courant, celui représenté par les candidats de Combat Ouvrier.

Où ! Il y a une troisième possibilité face à la droite et à la gauche c'est celle qui est offerte par Combat Ouvrier.

Travailleurs ! Vous ne devez pas rester indifférents aux problèmes du moment. L'abstention ne vous permettra pas de vous préparer efficacement aux combats inévitables face à la crise.

Suite en page 2

MARTINIQUE

CONGRES DE LA CGTM

C'est avec environ 300 délégués représentant 6 570 syndiqués que s'est tenu du vendredi 17 au dimanche 19, le congrès de la CGTM. Ce congrès a été caractérisé par l'apparition d'une opposition à la politique menée par le bureau sortant Lamon, Dufféal. Gênés et mal à l'aise devant cette opposition qui s'est exprimée, en proposant des textes différents de celui du bureau sortant, les bureaucrates mirent tout en oeuvre pour empêcher les opposés de s'exprimer.

A ce jeu là, le plus fort fut Philibert Dufféal, homme de toutes les basses manoeuvres de la bureaucratie stalinienne, et anti-trotskyte juré. Coupures de micro, interdiction de parole aux délégués opposés (même si ceux-ci sont inscrits), vraiment Dufféal donna, le samedi 18 un échantillon de ses capacités de manoeuvres.

Le rapport de Lamon fut adopté sans

que la majorité des syndicats sache s'il avait voté ou pas. Toutes ces manoeuvres n'ont pas empêché qu'il y ait des oppositionnels dans le nouveau bureau. Il est à remarquer c'est notre camarade Ghislaine Joachim Arnaud élue au bureau confédéral qui a obtenu le plus grand nombre de voix aux élections exaequo avec Bernabé du bâtiment. Ces deux candidats ont obtenu la totalité des mandats représentés au congrès, distançant de loin Lamon : 6ème sur 19 élus, ou Dufféal 12ème.

En résumé un congrès tronqué et truqué mais qui en dépit de toutes les manoeuvres, a montré que les bureaucrates, qui défendent la mainmise du Parti Communiste martiniquais sur la CGTM, auront du mal à l'avenir à assurer une telle emprise. Ils n'ont pu malgré leur attitude anti-démocratique empêcher les tendances de s'exprimer et d'apparaître ouvertement au sein de la CGTM. Contre cela, ils seront de plus en plus impuissants à l'avenir.

GUADELOUPE

OUVERTURE DE LA RECOLTE ACCORD PATRONAT - SYNDICATS

Une nouvelle commission paritaire entre les syndicats ouvriers et les patrons des usines à sucre s'est tenue mardi 21. Un accord a été signé en ce qui concerne les salaires des ouvriers d'usine. Ces derniers ont obtenu une augmentation de 5,45 % à compter du 1er janvier 1978 et de 5 % au démarrage de la récolte.

Un nouveau rendez-vous syndicat-patrons a été pris pour le 5 avril prochain afin de reconsidérer le problème des salaires. Certes, ces augmentations représentent un avantage, mais elles restent bien en deça de ce qu'auraient dû obtenir les travailleurs d'usine pour avoir un salaire décent.

En ce qui concerne le prix de la tonne de canne, aucun accord n'a été signé. L'UPG (qui ne participait pas à la réunion) réclame 180.000 frs pour une tonne de canne. Faudra-t-il que les petits planteurs se mettent en grève pour obtenir satisfaction ?

En tous cas, travailleurs d'usine, petits planteurs auront encore à se battre pour obtenir des revenus leur permettant de résister à la baisse de leur niveau de vie et de leur pouvoir d'achat.

Les directions syndicales ne pour-

ront jamais obtenir plus que ce que pourra obtenir la lutte des travailleurs. Ces derniers n'ont à compter que sur leurs propres luttes pour obtenir bien plus que les maigres avantages accordés par les capitalistes usiniers.

MARTINIQUE GREVE DU BATIMENT LES TRAVAILLEURS MONTRENT LEUR DETERMINATION

La grève du bâtiment a rebondi pendant le week-end. En effet, les patrons dénonçaient l'accord signé, sous prétexte qu'il avait été obtenu sous la contrainte.

(Suite en page 2)

Directeur de publication : J. BENOIST
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

4ème supplément au mensuel

N° 84

MARTINIQUE

LA GRANDE MESSE DU R.P.R.

A l'initiative de Chirac à Paris, Michel Renard, le grand prêtre local du RPR aura eu sa grande messe solennelle dimanche dernier au Lamentin. Plus d'un millier de personnes se sont en effet rassemblées à son appel pour entendre les divers sermons des habituels prédicateurs de la majorité, unis dans une même électorale : Les Sablé, Petit, Emile Maurice, Valcin et consort.

Renard a naturellement sonné le tocsin du péril autonomie-indépendance-séparatisme, et a appelé ses fidèles à renverser les hérétiques du PPM dans ce fief de l'impotisme et du schisme anti-départementaliste qu'est la circonscription de Fort de France.

A ses côtés, une prêtresse sortie pour l'occasion des rangs obscurs des filles de Marie, servait également la messe :

GUADELOUPE

LES CANDIDATS EN PRESENCE CERTAINS SONT GOURMANTS DE POSTES ET D'HONNEURS !

Les candidats à ces élections de Mars 78 sont connus. Ce qui est remarquable c'est le grand nombre de candidats de droite se présentant les uns contre les autres dans la première circonscription. Pour la gauche on peut faire la même remarque dans la troisième circonscription.

Pour trois sièges à pourvoir en Guadeloupe, il y a 8 candidats de droite. Or tous sont d'accord sur l'essentiel, tous soutiennent la droite au gouvernement. Tous se réclament de la majorité sortante tous sont des défenseurs de l'ordre social établi.

Alors qu'est ce qui peut expliquer cette profusion de candidature du même bord ? La réponse est simple. C'est que, si ces messieurs de la droite ont quelques "principes" à défendre, ils n'en sont quand même pas à faire passer leurs principes avant les intérêts personnels qui les animent. Tous ces gens Beaujean, Nicolo et autres sont très empressés de se tailler une part des honneurs qui revient aux gens qui défendent les intérêts des riches. Course aux honneurs, appétit de postes, voilà qui caractérise, aussi ces hommes de droite. Les travailleurs devront voter contre ces carriéristes qui recherchent leurs suffrages pour ensuite être les fidèles serviteurs des ennemis de la population laborieuse.

Mais à gauche aussi il y a des carriéristes. Car là aussi tous ces hommes de gauche - ils sont 6 à briguer les trois places de député - se réclament de la même politique. Tous sont prêts à soutenir un éventuel gouvernement de gauche en France. Tous sont prêts à couvrir les mauvais coups que manigancera le pouvoir contre les travailleurs.

Les travailleurs ont là une illustration de ce qui motive ces politiciens professionnels, de droite comme de gauche, gourmands de postes et d'honneurs.

Le 12 Mars ils pourront mettre un frein à leurs appétits en votant massivement pour des candidats qui, eux, n'ont d'autre ambition que de défendre et représenter en toute circonstance les intérêts des couches laborieuses de la population.

Joséphe Branglidor se devait en effet d'appeler les femmes à soutenir l'action du grand prêtre dont elle est la suppléante et à le rejoindre dans sa profession de foi majoritaire.

L'élection électorale-mystique était donnée : il ne manquait ni les chœurs, ni les grands orgues, et les fidèles ont communie dans la foi la plus totale. C'est le soir du 12 mars que l'on jugera de l'efficacité de leurs prières.

GUADELOUPE

NON A L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS HAITIENS !

L'expulsion des travailleurs originaires d'Haïti se poursuit de plus bel. Après la région de Lamentin-Ste Rose, c'est celle de Capesterre qui est gagnée par cette chasse à l'homme que l'administration coloniale a entreprise contre des travailleurs qu'elle veut rendre responsables du chômage qui sévit en Guadeloupe.

Le chômage, ce ne sont pas les travailleurs Haïtiens qui en sont la cause. Si plusieurs milliers de jeunes et de travailleurs guadeloupéens sont privés d'emploi c'est la situation économique de sous développement qui en est responsable et non pas la présence de quelques dizaines de travailleurs Haïtiens. Mais il est plus facile à ceux qui nous dirigent, surtout à l'approche des élections de présenter les Haïtiens comme boucs-

émissaires du chômage. Alors en les expulsant avec grand fracas, l'administration veut donner l'impression qu'elle cherche à régler le problème du chômage. Mais les travailleurs de Guadeloupe, auraient tort de se laisser prendre à cette démagogie électorale du préfet Aurousseau et de ses acolytes. Ils doivent dénoncer avec forces ces expulsions et là où ils le peuvent les empêcher en organisant une surveillance stricte autour de l'habitat des travailleurs Haïtiens. S'il y a des gens à expulser, ce sont les gendarmes, les CRS et le Képis rouges qui touchent des salaires élevés pour réprimer et matraquer les travailleurs en lutte. Déjà des voix s'élèvent pour dénoncer et condamner ces expulsions. Notre tendance s'associe à ces protestations et appelle la population la oieuse à s'y joindre.

GUADELOUPE

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE C.G.T. DES AGENTS D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES (SUITE)

Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour la présentation incomplète de l'Interview parue le 15 Février. Cette erreur se trouve réparée ici :

C.O. : Vous avez très certainement des problèmes de création de postes ?

Mr C. : Il nous manque actuellement en Martinique et Guadeloupe 100 postes d'Agents au moins. C'est ainsi qu'il manque 12 postes au CES du Moule, 7 à Raizet. Pour le seul lycée classique et moderne il en faudrait 11 au moins.

Pour boucher les trous l'administration a recours à du personnel auxiliaire payé sur fonds de chômage. Ce personnel reçoit des salaires qui sont de trois fois inférieurs aux salaires d'un agent titulaire. C'est dire tout le bénéfice que cela constitue pour l'Education nationale. Nous sommes contre ce système et réclamons la titularisation de ce personnel auxiliaire et des créations de postes.

C.O. : Il est actuellement question d'une grève générale en Guadeloupe à l'initiative de la CGTG, la ferez-vous ?

Mr C. : Et Mme Baudoin (Secrétaire dé-

partementale) : Nous aimerions que nos revendications particulières ne soient pas noyées dans des revendications plus générales.

Mme B. : Nous ne sommes pas contre, mais il faudrait que la CGTG nous invite.

EDITORIAL

(SUITE)

Vous devez exprimer vos positions politiques, celle des masses pauvres aspirant à faire cesser l'exploitation et refusant de se laisser tromper par les politiciens professionnels. Et cela vous pouvez le faire efficacement en votant pour des candidats dont la politique quotidienne est, en toute circonstance, de défendre et de représenter les intérêts des travailleurs.

Le 12 mars il faut voter pour élire des députés de Combat Ouvrier qui se chargeront de faire entendre à la chambre des députés le cri des exploités.